

Geschäftsverzeichnissnr. 6813
Entscheid Nr. 99/2019 vom 19. Juni 2019

## ENTSCHEID

---

*In Sachen:* Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 25. Juni 2017 zur Reform von Regelungen in Bezug auf Transgender hinsichtlich des Vermerks einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in den Personenstandsunterlagen und der Folgen daraus, erhoben von der VoG « Çavaria » und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten A. Alen und F. Daoût, den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten A. Alen,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

\*

\* \*

## I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 9. Januar 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. Januar 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 25. Juni 2017 zur Reform von Regelungen in Bezug auf Transgender hinsichtlich des Vermerks einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in den Personenstandsurkunden und der Folgen daraus (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Juli 2017): die VoG «Çavaria», die VoG «Regenbooghuis» und die VoG «Genres Pluriels», unterstützt und vertreten durch RA J.-M. Mommens, in Brüssel zugelassen.

Der Ministerrat, unterstützt und vertreten durch RA J. Roets, RÄin E. Cloots und RA S. Sottiaux, in Antwerpen zugelassen, hat einen Schriftsatz eingereicht, die klagenden Parteien haben einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht, und der Ministerrat hat auch einen Gegenerwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 16. Januar 2019 hat der Gerichtshof nach Anhörung der referierenden Richter E. Derycke und M. Pâques beschlossen, dass die Rechtssache verhandlungsreif ist, dass keine Sitzung abgehalten wird, außer wenn eine Partei innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt der Notifizierung dieser Anordnung einen Antrag auf Anhörung eingereicht hat, und dass vorbehaltlich eines solchen Antrags die Verhandlung am 6. Februar 2019 geschlossen und die Rechtssache zur Beratung gestellt wird.

Da keine Sitzung beantragt wurde, wurde die Rechtssache am 6. Februar 2019 zur Beratung gestellt.

Die Vorschriften des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, die sich auf das Verfahren und den Sprachengebrauch beziehen, wurden zur Anwendung gebracht.

## II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

### *In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.1.1. Das Gesetz vom 25. Juni 2017 zur Reform von Regelungen in Bezug auf Transgender hinsichtlich des Vermerks einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in den Personenstandsurkunden und der Folgen daraus (nachstehend: Gesetz vom 25. Juni 2017) ändert das Gesetz vom 10. Mai 2007 über die Transsexualität (nachstehend: Gesetz vom 10. Mai 2007) ab. Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber der Ansicht war,

dass das Gesetz vom 10. Mai 2007 im Lichte der internationalen Verpflichtungen im Zusammenhang mit Menschenrechten angepasst werden musste:

« Le présent projet de loi tend, à la suite de l'accord de gouvernement fédéral du 9 octobre 2014, à adapter la loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité à la lumière des obligations internationales en matière de droits de l'homme.

Il vise à remédier aux deux principaux problèmes que pose l'actuelle loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité. Il s'agit, d'une part, de supprimer la condition obligatoire de stérilisation, qui est critiquée sur le plan des droits de l'homme, et, d'autre part, de régler les liens de filiation des personnes transgenres après le changement de l'enregistrement du sexe officiel. En outre, les conditions médicales sont également supprimées dans la procédure de changement de prénom et la possibilité pour toute personne intéressée de s'opposer à un changement [de] l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance est supprimée.

L'assouplissement de la procédure a nécessité l'instauration d'un certain nombre de garanties contre la fraude et les changements de l'enregistrement du sexe irréfléchis. Enfin, un certain nombre d'éléments et de formulations imprécis de la loi du 10 mai 2007 ont été éliminés » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/001, S. 4).

B.1.2. Aus den Vorarbeiten ergibt sich, dass der Gesetzgeber sich an der Tendenz bei den Menschenrechten und den Entwicklungen im Ausland orientiert hat:

« Conformément aux principes de Yogyakarta de mars 2007, rédigés par un groupe d'éminents experts en matière de droits de l'homme, personne ne peut être forcé de subir des procédures médicales, y compris la chirurgie de réassignation de sexe, la stérilisation ou la thérapie hormonale, comme condition à la reconnaissance légale de son identité de genre. Ce Parlement a explicitement souscrit à ces principes, tout comme d'autres parlements (notamment le Parlement flamand le 2 avril 2014), dans une résolution adoptée à l'unanimité par le Sénat le 6 décembre 2012.

Le Conseil de l'Europe a également approuvé, le 22 avril 2015, une résolution dans laquelle les États membres du Conseil de l'Europe sont appelés à mettre un terme à la discrimination des personnes transgenres et à abroger la législation qui limite les droits de cette catégorie de personnes. Les États membres y sont en outre appelés à fonder leur réglementation relative à l'enregistrement du sexe sur l'autodétermination.

La Cour européenne des droits de l'homme a estimé, le 10 mars 2015, que la condition de stérilisation pour les personnes transgenres était contraire aux droits de l'homme, après avoir estimé en 2002 que les États membres ont l'obligation de reconnaître juridiquement le changement de sexe d'une personne transsexuelle, pour autant que cette personne ait subi une opération de réassignation sexuelle.

Sur le plan international également, beaucoup de choses ont changé ces dernières années. Dans plusieurs États européens, la condition de la stérilisation a été jugée contraire aux droits de l'homme (par exemple, en Suède, en Norvège, en Allemagne et en Autriche). Dans le même temps, une nouvelle législation a vu le jour dans de nombreux pays en vue de dissocier

complètement l'adaptation de l'enregistrement du sexe de tout critère médical (par exemple, en Argentine, en Uruguay, au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas, en Irlande, à Malte, etc.).

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a déjà fait faire de nombreuses études à ce sujet. L'étude ' Être transgenre en Belgique ', réalisée en 2009, a notamment montré que les critères médicaux stricts se traduisent par une exclusion et des pratiques indésirables, que la loi de 2007 crée un traitement inégal sur le plan de la parentalité et que les duplicata sur lesquels on peut retrouver la mention du changement de l'enregistrement du sexe entraînent une violation du droit à la vie privée des personnes concernées. Dans un avis de 2013, l'Institut plaide, notamment sur la base de ces conclusions, en faveur d'une révision des critères en matière de changement de sexe et de changement de prénom dans la loi du 10 mai 2007 relative à la transsexualité, ainsi qu'en faveur d'une meilleure protection des droits des parents transgenres et de leurs enfants.

Les organisations de transgenres ont elles aussi de plus en plus mis l'accent sur l'identité de genre vécue intimement, que seule la personne concernée est en mesure de juger. La loi doit aussi reconnaître la diversité dans l'identité de genre, de manière à ce que des personnes ne soient pas poussées vers l'un ou l'autre sexe. Dans le même temps, les transgenres doivent pouvoir, à l'instar de toutes les autres personnes, développer une vie de famille normale après l'enregistrement du changement de sexe dans l'acte de naissance. L'exigence de la stérilisation doit certainement disparaître. Enfin, afin de respecter la vie privée des personnes concernées, il faut également éviter les pénibles confrontations au sexe précédemment enregistré visible dans les copies d'actes d'état de l'état civil.

Le ministre explique que, à la lumière de toutes ces constatations, il est clair qu'il est nécessaire et urgent de modifier la législation en matière de transgenres en Belgique » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/004, SS. 4-5).

Aufgrund dieser Entwicklungen hat der Gesetzgeber sich für eine Selbstbestimmung als Ausgangspunkt für das Verfahren zur Änderung der Registrierung des in der Geburtsurkunde vermerkten Geschlechts entschieden, wobei jedoch einige Einschränkungen vorgesehen sind:

« Vu la suppression des conditions médicales pour procéder à un changement de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance, il est nécessaire d'intégrer une série de garanties contre la fraude. Tant la tendance observée sur le plan des droits de l'homme que les évolutions qu'on peut constater à l'étranger dans ce domaine nous amènent à opter dans ce projet pour l'approche de l'autodétermination. Personne ne doit poser un diagnostic médical concernant l'identité de genre de la personne intéressée. Celle-ci décide elle-même comment elle se sent. Toutefois, afin de veiller qu'elle soit suffisamment informée sur toutes les conséquences juridiques, sociales et psychologiques d'un changement de l'enregistrement du sexe, le présent projet opte pour un temps de réflexion (selon le modèle danois) avant de pouvoir changer de sexe. Pendant ce délai de réflexion de trois mois au minimum, la personne intéressée aura le temps de s'informer auprès d'une organisation de transgenres agréée sur toutes les conséquences du changement de l'enregistrement du sexe dans son acte de naissance. Il s'agit uniquement d'une formalité d'information obligatoire, pas d'un diagnostic ni d'un jugement de valeur. Après le délai de réflexion, la personne intéressée doit présenter une attestation d'information à l'officier de l'état civil. La procédure est basée sur l'autodétermination, mais l'information (pendant le délai de réflexion) est obligatoire.

Outre le délai de réflexion, d'autres garanties sont encore insérées dans le texte afin de veiller à ce que la personne intéressée soit convaincue de son choix de changement de l'enregistrement du sexe, d'une part, et de prévenir la fraude, d'autre part.

Le procureur du Roi peut rendre un avis préalable sur la contrariété du changement de l'enregistrement du sexe à l'ordre public. L'officier de l'état civil doit refuser si l'avis est négatif. Après l'établissement de l'acte également, le procureur du Roi doit poursuivre la nullité pour ces raisons.

Autre garantie supplémentaire: la procédure inverse vers le sexe initial par le biais du tribunal de la famille. En effet, le changement de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance est en principe irrévocable. Toutefois, si dans des circonstances exceptionnelles un deuxième changement de l'enregistrement du sexe est souhaité, il faudra suivre une procédure plus lourde en ayant recours au tribunal » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/001, SS. 8-9).

B.1.3. Durch Artikel 3 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 wurde Artikel 62*bis* des Zivilgesetzbuches ersetzt. Der somit abgeänderte Artikel 62*bis* bestimmt:

« § 1. Jeder volljährige oder für mündig erklärte minderjährige Belgier oder jeder in den Bevölkerungsregistern eingetragene Ausländer, der davon überzeugt ist, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht, kann dem Standesbeamten eine Meldung von dieser Überzeugung machen.

§ 2. Die Meldung wird beim Standesbeamten der Gemeinde gemacht, in der er in den Bevölkerungsregistern eingetragen ist.

Ein Belgier, der nicht in den Bevölkerungsregistern eingetragen ist, macht diese Meldung beim Standesbeamten seines Geburtsortes. Ist er nicht in Belgien geboren, macht er diese Meldung beim Standesbeamten von Brüssel.

Bei der Meldung gibt ein Belgier, der nicht in den Bevölkerungsregistern eingetragen ist, dem Standesbeamten die Adresse an, an die ihm die Weigerung, die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts zu erstellen, übermittelt werden kann.

§ 3. Bei der Meldung händigt der Betreffende dem Standesbeamten eine von ihm unterzeichnete Erklärung aus, in der er angibt, dass er bereits seit langem davon überzeugt ist, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht und dass er die administrativen und juristischen Folgen einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in seiner Geburtsurkunde wünscht.

Der Standesbeamte weist den Betreffenden auf die - im Prinzip - Unwiderruflichkeit der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hin, informiert ihn über den weiteren Verlauf des Verfahrens und dessen administrative und juristische Folgen und stellt ihm die in Absatz 5 erwähnte Informationsbroschüre sowie Kontaktinformationen von Organisationen für Transgender zur Verfügung.

Der Standesbeamte nimmt diese Erklärung zur Kenntnis und stellt dem Betroffenen eine Empfangsbestätigung aus.

Der Standesbeamte, der die Erklärung zur Kenntnis nimmt, setzt den Prokurator des Königs beim Gericht Erster Instanz binnen drei Tagen davon in Kenntnis. Der Prokurator des Königs stellt unverzüglich eine Empfangsbestätigung aus.

Der König erstellt eine Informationsbroschüre.

§ 4. Der Prokurator des Königs kann binnen drei Monaten ab dem Datum der Empfangsbestätigung eine negative Stellungnahme aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung abgeben.

In Ermangelung einer negativen Stellungnahme oder bei Übermittlung einer Bescheinigung, dass keine negative Stellungnahme vor Ablauf der Frist von drei Monaten abgegeben worden ist, gilt die Stellungnahme als günstig.

§ 5. Frühestens drei Monate und spätestens sechs Monate nach Ausstellung der Empfangsbestätigung wird der Betroffene ein zweites Mal bei dem Standesbeamten, bei dem die Meldung gemacht worden ist, vorstellig.

Der Betroffene übergibt dem Standesbeamten eine unterzeichnete Erklärung, in der er angibt:

1° dass er noch immer davon überzeugt ist, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht,

2° dass er sich der administrativen und juristischen Folgen bewusst ist, die eine Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde mit sich bringt,

3° dass er sich der - im Prinzip - Unwiderruflichkeit der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde bewusst ist.

In Ermangelung einer negativen Stellungnahme des Prokurators des Königs kann der Standesbeamte die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts erstellen und in die Personenstandsregister eintragen.

Bei einer negativen Stellungnahme des Prokurators des Königs weigert der Standesbeamte sich, die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts zu erstellen.

§ 6. Der Standesbeamte vermerkt die Änderung der Registrierung des Geschlechts am Rand der Personenstandsurkunden, die sich auf den Betroffenen und dessen Verwandte ersten Grades in absteigender Linie beziehen. Wenn ein anderer Standesbeamte einen Randvermerk vornehmen muss, notifiziert der erste Standesbeamte dem zuständigen Standesbeamten die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts.

§ 7. Der Standesbeamte, der sich weigert, eine Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts zu erstellen, notifiziert dem Betroffenen unverzüglich seinen

mit Gründen versehenen Beschluss und gegebenenfalls die negative Stellungnahme des Prokurators des Königs.

§ 8. Der Betreffende kann gegen die Weigerung des Standesbeamten gemäß Artikel 1385duodecies des Gerichtsgesetzbuches Beschwerde einreichen.

§ 9. Der Prokurator des Königs klagt die Nichtigkeit einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung ein.

§ 10. Die Abänderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde ist im Prinzip unwiderruflich.

Das Familiengericht kann eine erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde erlauben, wenn außergewöhnliche Umstände nachgewiesen werden.

Wird der in Absatz 2 erwähnte Nachweis erbracht, erklärt das Familiengericht, dass die Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde ab der Übertragung des Tenors der Entscheidung über die erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts in den Personenstandsregister aufhört, wirksam zu sein.

Ab diesem Zeitpunkt gehört der Betreffende wieder dem ursprünglich in seiner Geburtsurkunde registrierten Geschlecht an. Die auf das ursprünglich registrierte Geschlecht anwendbaren Bestimmungen über die Feststellung der Abstammung finden erneut Anwendung auf die nach der in Absatz 3 erwähnten Übertragung geborenen Kinder.

§ 11. Der nicht für mündig erklärte Minderjährige, der über Urteilsvermögen verfügt, kann ab dem Alter von sechzehn Jahren die im vorliegenden Artikel vorgesehene Meldung machen, indem er eine schriftliche Erklärung eines Kinder- und Jugendpsychiaters übergibt, der bestätigt, dass der Betreffende über ausreichendes Urteilsvermögen verfügt, um dauerhaft überzeugt zu sein, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht. Dem Betreffenden stehen bei seiner Meldung seine Eltern oder sein gesetzlicher Vertreter bei.

Weigern sich diese Personen, dem nicht für mündig erklärten Minderjährigen beizustehen, kann dieser das Familiengericht um die Ermächtigung ersuchen, diese Handlung mit dem Beistand eines Ad-hoc-Vormunds vorzunehmen ».

Das neue Verfahren sieht eine Meldung durch den Betreffenden beim Standesbeamten vor, in der die Überzeugung kundgetan wird, dass das in der Geburtsurkunde vermerkte Geschlecht der innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht (Artikel 62*bis* § 1 Absatz 1 des Zivilgesetzbuches). Bei der Meldung beim Standesamt muss der Betreffende eine Erklärung unterzeichnen, in der diese Überzeugung bestätigt wird (Artikel 62*bis* § 3 Absatz 1 des Zivilgesetzbuches). Diese Erklärung muss nach einer Frist von drei bis sechs Monaten durch denselben Standesbeamten erneut bestätigt werden (Artikel 62*bis* § 5 Absatz 1 des Zivilgesetzbuches). In Ermangelung einer negativen Stellungnahme des Prokurators des

Königs aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung (Artikel 62bis § 5 Absatz 3 des Zivilgesetzbuches) vermerkt der Standesbeamte anschließend die Änderung der Registrierung des Geschlechts am Rand der Personenstandsunterlagen, die sich auf den Betreffenden und dessen Verwandte ersten Grades in absteigender Linie beziehen (Artikel 62bis § 6 des Zivilgesetzbuches).

B.1.4. In Anlehnung an die Vereinfachung des Verfahrens zur Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde wurde ebenso die Änderung des Vornamens aus Transgendergründen vereinfacht:

« Vu l'assouplissement de la procédure de changement de l'enregistrement du sexe, il est logique que la procédure de changement de prénom soit également assouplie pour les personnes transgenres. Vu le principe de l'autodétermination et le fait qu'un changement de prénom est moins radical qu'un changement de l'enregistrement du sexe, on ne peut plus exiger non plus de traitement médical sur ce plan-ci. La condition du traitement hormonal obligatoire qui existe à ce jour est dès lors supprimée. La procédure de changement de prénom ne consiste plus qu'en une déclaration sur l'honneur de l'intéressé attestant qu'il est convaincu que le sexe indiqué dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement.

La seule condition sera que le nouveau prénom doit correspondre au nouveau sexe souhaité. Un prénom neutre est donc également possible.

Afin d'éviter que des personnes puissent régulièrement changer de prénom par cette procédure (et donc au tarif réduit), le texte a introduit une restriction au recours à celle-ci. On ne peut changer de prénom pour cette raison qu'une seule fois sauf lorsque le tribunal de la famille l'autorise après un nouveau changement de l'enregistrement du sexe. Par la suite, il est encore possible de changer de prénom (comme pour chaque personne) selon la procédure ordinaire et au tarif normal » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/001, S. 29).

Artikel 11 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 bestimmt:

« In Artikel 2 des Gesetzes vom 15. Mai 1987 über die Namen und Vornamen wird Absatz 3, eingefügt durch das Gesetz vom 10. Mai 2007, wie folgt ersetzt:

‘ Jede Person, die davon überzeugt ist, dass das in ihrer Geburtsurkunde angegebene Geschlecht ihrer innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht, fügt ihrem Antrag eine diesbezügliche Erklärung auf Ehre bei. Der gewählte Vorname muss dieser Überzeugung entsprechen. Unbeschadet des Absatzes 6 kann eine Vornamensänderung nur einmal aus diesem Grund beantragt werden, außer wenn die Vornamensänderung vom Familiengericht nach einer neuen Änderung der Registrierung des Geschlechts genehmigt worden ist.



Ein nicht für mündig erklärter Minderjähriger kann ab dem Alter von zwölf Jahren die Änderung seines Vornamens aus diesem Grund mit dem Beistand seiner Eltern oder seines gesetzlichen Vertreters beantragen.

Weigern sich diese Personen, dem nicht für mündig erklärten Minderjährigen beizustehen, kann dieser das Familiengericht um die Ermächtigung ersuchen, diese Handlung mit dem Beistand eines Ad-hoc-Vormunds vorzunehmen.

Der nicht für mündig erklärte Minderjährige, dessen Vorname gemäß Absatz 4 geändert worden ist, kann eine Vornamensänderung ein zweites Mal aus demselben Grund beantragen, sofern er nicht die Registrierung seines Geschlechts gemäß Artikel 62*bis* des Zivilgesetzbuches ändert ».

B.1.5. Die klagenden Parteien beantragen die teilweise Nichtigkeitserklärung der Artikel 3 und 11 des Gesetzes vom 25. Juni 2017, sofern diese Bestimmungen den grundsätzlich unwiderruflichen Charakter der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde und der Vornamensänderung aus Transgendergründen bestätigt, und von Artikel 3 desselben Gesetzes in dem Umfang, in dem diese Bestimmung Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität nicht berücksichtigt.

B.2.1. Auf der Grundlage des Wortlauts des angefochtenen Gesetzes, der Vorarbeiten, der Antragschrift und der Schriftsätze der Parteien könnte Unklarheit herrschen über die genaue Bedeutung der Begriffe « Geschlecht », « Geschlechtsidentität » und « Transgender ». Folglich ist es notwendig, die genaue Bedeutung dieser Begriffe im Rahmen dieses Entscheids zu erläutern, ohne dass daran normative Folgen geknüpft werden können.

B.2.2. Aus der Antragschrift und den Schriftsätzen ergibt sich, dass die klagenden Parteien und der Ministerrat sich darüber einig sind, dass der Begriff « Geschlechtsidentität » sich hier auf die persönliche Empfindung des Betroffenen bezieht, die sich von dem bei der Geburt registrierten « Geschlecht » unterscheiden kann, das auf der Grundlage von biologischen, chromosomalen und physischen Merkmalen festgestellt wird. Der Gerichtshof schließt sich dieser Deutung der Parteien an.

Das angefochtene Gesetz regelt die Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde auf der Grundlage der innerlich erlebten Geschlechtsidentität. Hierdurch ist es möglich, dass der Vermerk in der Geburtsurkunde entweder auf das Geschlecht oder die Geschlechtsidentität oder beide Bezug nimmt, wenn das bei der Geburt festgestellte Geschlecht mit der Geschlechtsidentität des Betroffenen übereinstimmt. Die klagenden

Parteien schlagen deshalb vor, den Begriff « Genderidentitätsregistrierung » anstatt des Begriffs « Geschlechtsregistrierung » zu verwenden. Aus den Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber sich bewusst für den Begriff « Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde » entschieden hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/004, S. 8). Zur Vermeidung von Missverständnissen hinsichtlich des Wortlauts des angefochtenen Gesetzes wird im Folgenden derselbe Begriff verwendet, ohne dass daran normative Folgen geknüpft werden können.

B.2.3. Die klagende Parteien tragen vor, dass der Begriff « Transgender » sich auf alle Personen beziehe, deren Geschlechtsidentität nicht mit dem ursprünglich registrierten Geschlecht übereinstimme, einschließlich der Personen, deren Geschlechtsidentität sich im Laufe der Zeit weiterentwickle, und der Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit den binären Kategorien von Mann beziehungsweise Frau übereinstimme.

Für Personen, deren Geschlechtsidentität sich im Laufe der Zeit weiterentwickelt, und Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit den binären Kategorien von Mann beziehungsweise Frau übereinstimmt, verwendet der Ministerrat den Begriff « Intergender », einen Begriff, der im angefochtenen Gesetz nicht benutzt wird. Der Ministerrat leitet daraus ab, dass diese Personen nicht als « Transgender » angesehen werden könnten und folglich nicht in den Anwendungsbereich des angefochtenen Gesetzes fielen.

B.2.4. Ungeachtet der verwendeten Definition geht aus den Schriftsätzen des Ministerrats jedoch hervor, dass er nicht bestreitet, dass es innerhalb der Gruppe von Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit dem in der Geburtsurkunde registrierten Geschlecht übereinstimmt, Personen gibt, deren Geschlechtsidentität sich gegebenenfalls im Laufe der Zeit weiterentwickelt, und Personen, deren Geschlechtsidentität gegebenenfalls nicht mit den binären Kategorien von Mann beziehungsweise Frau übereinstimmt.

Im Rahmen dieses Entscheids wird verwiesen auf « Personen mit einer fließenden Geschlechtsidentität » für Personen, deren Geschlechtsidentität sich im Laufe der Zeit weiterentwickelt, und auf « Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität » für Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit den binären Kategorien von Mann beziehungsweise Frau übereinstimmt.

*In Bezug auf den Gegenstand der Klage*

B.3.1. Das Gesetz vom 25. Juni 2017 ist am 1. Januar 2018 in Kraft getreten (Artikel 15 des Gesetzes vom 25. Juni 2017). Durch Artikel 11 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Zivilrecht und von Bestimmungen zur Förderung alternativer Formen der Streitfalllösung » (nachstehend: Gesetz vom 18. Juni 2018) wird in Buch I des Zivilgesetzbuches ein Titel 4/1 mit der Überschrift « Änderungen der Registrierung des Geschlechts » eingefügt. Artikel 12 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 fügt in diesen Titel einen Artikel 135/1 ein, der bestimmt:

« § 1. Jeder volljährige oder für mündig erklärte minderjährige Belgier oder jeder in den Bevölkerungsregistern eingetragene Ausländer, der davon überzeugt ist, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht, kann dem Standesbeamten eine Meldung von dieser Überzeugung machen.

§ 2. Die Meldung wird beim zuständigen Standesbeamten gemacht.

Bei der Meldung gibt ein Belgier, der nicht in den Bevölkerungsregistern eingetragen ist, dem Standesbeamten die Adresse an, an die ihm die Weigerung, die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts zu erstellen, übermittelt werden kann.

§ 3. Bei der Meldung händigt der Betreffende dem Standesbeamten eine von ihm unterzeichnete Erklärung aus, in der er angibt, dass er bereits seit langem davon überzeugt ist, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht und dass er die administrativen und juristischen Folgen einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in seiner Geburtsurkunde wünscht.

Der Standesbeamte weist den Betreffenden auf die - im Prinzip - Unwiderruflichkeit der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hin, informiert ihn über den weiteren Verlauf des Verfahrens und dessen administrative und juristische Folgen und stellt ihm die in Absatz 5 erwähnte Informationsbroschüre sowie Kontaktinformationen von Organisationen für Transgender zur Verfügung.

Der Standesbeamte nimmt diese Erklärung zur Kenntnis und stellt dem Betreffenden eine Empfangsbestätigung aus.

Der Standesbeamte, der die Erklärung zur Kenntnis nimmt, setzt den Prokurator des Königs beim Gericht Erster Instanz binnen drei Tagen davon in Kenntnis. Der Prokurator des Königs stellt unverzüglich eine Empfangsbestätigung aus.

Der König erstellt eine Informationsbroschüre.

§ 4. Der Prokurator des Königs kann binnen drei Monaten ab dem Datum der Empfangsbestätigung eine negative Stellungnahme aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung abgeben.

In Ermangelung einer negativen Stellungnahme oder bei Übermittlung einer Bescheinigung, dass keine negative Stellungnahme vor Ablauf der Frist von drei Monaten abgegeben worden ist, gilt die Stellungnahme als günstig.

§ 5. Frühestens drei Monate und spätestens sechs Monate nach Ausstellung der Empfangsbestätigung wird der Betreffende ein zweites Mal bei dem Standesbeamten, bei dem die Meldung gemacht worden ist, vorstellig.

Der Betreffende übergibt dem Standesbeamten eine unterzeichnete Erklärung, in der er angibt:

1. dass er noch immer davon überzeugt ist, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht,
2. dass er sich der administrativen und juristischen Folgen bewusst ist, die eine Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde mit sich bringt,
3. dass er sich der - im Prinzip - Unwiderruflichkeit der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde bewusst ist.

In Ermangelung einer negativen Stellungnahme des Prokurators des Königs kann der Standesbeamte die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts erstellen und sie mit den anderen Personenstandsunterlagen des Betreffenden, in denen sein Geschlecht angegeben wird, verknüpfen.

Bei einer negativen Stellungnahme des Prokurators des Königs weigert der Standesbeamte sich, die Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts zu erstellen.

§ 6. Der Standesbeamte, der sich weigert, eine Urkunde über die Änderung der Registrierung des Geschlechts zu erstellen, notifiziert dem Betreffenden unverzüglich seinen mit Gründen versehenen Beschluss und gegebenenfalls die negative Stellungnahme des Prokurators des Königs.

§ 7. Der Betreffende kann gegen die Weigerung des Standesbeamten gemäß Artikel 1385*duodecies* des Gerichtsgesetzbuches Beschwerde einlegen.

§ 8. Der Prokurator des Königs klagt die Nichtigkeit einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung ein.

§ 9. Die Abänderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde ist im Prinzip unwiderruflich.

Wenn außergewöhnliche Umstände nachgewiesen werden, kann der Betreffende gemäß dem in Artikel 1385*duodecies* §§ 1 und 3 des Gerichtsgesetzbuches erwähnten Verfahren das

Familiengericht ersuchen, eine erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde zu erlauben.

Wird der in Absatz 2 erwähnte Nachweis erbracht, erklärt das Familiengericht, dass die Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde ab der Erstellung der Urkunde über die erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts aufhört, wirksam zu sein.

Wenn die erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts durch ein formell rechtskräftig gewordenes Urteil oder einen formell rechtskräftig gewordenen Entscheid ausgesprochen wurde, übermittelt der Greffier dem zuständigen Standesbeamten unverzüglich die für die Erstellung der Urkunde über die erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts erforderlichen Angaben über die DPSU. Der Standesbeamte erstellt unverzüglich die Urkunde über die erneute Änderung der Registrierung des Geschlechts.

Ab diesem Zeitpunkt gehört der Betreffende wieder dem ursprünglich in seiner Geburtsurkunde registrierten Geschlecht an. Die auf das ursprünglich registrierte Geschlecht anwendbaren Bestimmungen über die Feststellung der Abstammung finden erneut Anwendung auf die nach der in Absatz 4 erwähnten Erstellung der Urkunde geborenen Kinder.

§ 10. Der nicht für mündig erklärte Minderjährige, der über Urteilsvermögen verfügt, kann ab dem Alter von sechzehn Jahren die im vorliegenden Artikel vorgesehene Meldung machen, indem er eine schriftliche Erklärung eines Kinder- und Jugendpsychiaters übergibt, der bestätigt, dass der Betreffende über ausreichendes Urteilsvermögen verfügt, um dauerhaft überzeugt zu sein, dass das in seiner Geburtsurkunde angegebene Geschlecht seiner innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht. Dem Betreffenden stehen bei seiner Meldung seine Eltern oder sein gesetzlicher Vertreter bei.

Weigern sich diese Personen, dem nicht für mündig erklärten Minderjährigen beizustehen, kann dieser anhand einer von ihm oder von seinem Rechtsanwalt unterzeichneten Antragschrift das Familiengericht um die Ermächtigung ersuchen, diese Handlung mit dem Beistand eines Ad-hoc-Vormunds vorzunehmen ».

B.3.2. Aus der Formulierung und den Vorarbeiten bezüglich des neuen Artikels 135/1 des Zivilgesetzbuches ergibt sich, dass es sich um eine Verschiebung im Text der Artikel *62bis*, *62bis/1* und *62ter* des Zivilgesetzbuches mit geringfügigen Änderungen handelt:

« Ces articles ajoutent au Livre Ier du Code civil un nouveau Titre IV/1 intitulé : ‘ De la modification de l’enregistrement du sexe ’ ainsi que les nouveaux articles 135/1 et 135/2.

Il s’agit d’un glissement des articles actuels *62bis*, *62bis/1* et *62ter* du Code civil (insérés dans la loi du 25 juin 2017 réformant des régimes relatifs aux personnes transgenres en ce qui concerne la mention d’une modification de l’enregistrement du sexe dans les actes de l’état civil et ses effets) du Titre II. État civil. Ces articles ne se trouvaient pas [à] leur place auprès des différents actes de l’état civil étant donné qu’ils déterminent toute la procédure pour

procéder à une modification de l'enregistrement du sexe dans les actes de l'état civil. Leur place est donc bien mieux indiquée entre les autres Titres comme le mariage et l'établissement de la filiation.

Pour le surplus, les articles *62bis*, *62bis/1* et *62ter* du Code civ. ont été soit repris, soit adaptés à la création de la BAEC. Dans le cas d'une nouvelle adaptation de l'enregistrement du sexe (via le tribunal de la famille), le transfert direct des données du greffe vers l'officier de l'état civil a été prévu.

Afin d'améliorer la qualité rédactionnelle, l'article 135/1, § 9, relatif à la nouvelle modification de l'enregistrement du sexe est adapté. Pour ce faire, un acte de nouvelle modification est créé puisque celui-ci, tout comme l'annulation, annule en fait l'acte de modification de l'enregistrement du sexe » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2017-2018, DOC 54-2919/001, S. 139).

B.3.3. Nach Artikel 118 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 in der Fassung der Ersetzung durch Artikel 186 des Gesetzes vom 21. Dezember 2018 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz (nachstehend: Gesetz vom 21. Dezember 2018) ist Artikel 135/1 des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Einfügung durch den vorerwähnten Artikel 12 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 am 31. März 2019 in Kraft getreten.

B.3.4. Durch Artikel 119 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 wurde Artikel 2 des Gesetz vom 15. Mai 1987 über die Namen und Vornamen (nachstehend: Gesetz vom 15. Mai 1987) wie folgt ersetzt:

« § 1er. Toute demande de changement de nom ou de prénoms est introduite par l'intéressé lui-même ou son représentant légal.

§ 2. Toute personne qui a quelque motif de changer de nom peut adresser une demande au ministre de la Justice.

La demande est recevable si le droit d'enregistrement visé à l'article 249 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe a été acquitté.

§ 3. Toute personne qui souhaite changer de prénoms en fait la demande à l'officier de l'état civil :

- de la commune où l'intéressé est inscrit dans les registres de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente, ou;

- si l'intéressé réside à l'étranger et n'est pas inscrit dans les registres de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente, de la commune de la dernière inscription dans ces registres, ou à défaut;

- du premier district de Bruxelles.

§ 4. Toute personne qui a la conviction que le sexe mentionné dans son acte de naissance ne correspond pas à son identité de genre vécue intimement joint à sa demande de changement de prénoms une déclaration sur l'honneur à ce propos. Le prénom choisi doit être conforme à cette conviction. Sans préjudice de l'alinéa 4, un changement de prénom ne peut être demandé qu'une seule fois pour ce motif sauf lorsque le changement de prénom est autorisé par le tribunal de la famille après une nouvelle modification de l'enregistrement du sexe.

Le mineur non émancipé peut demander le changement de son prénom pour ce motif à partir de l'âge de douze ans, avec l'assistance de ses parents ou de son représentant légal.

Si ces personnes refusent d'assister le mineur non émancipé, celui-ci peut saisir le tribunal de la famille par requête, signée par lui ou son avocat, afin de l'autoriser à poser cet acte avec l'assistance d'un tuteur *ad hoc*.

Le mineur non émancipé dont le prénom a été changé conformément à l'alinéa 2 peut demander un changement de prénom une deuxième fois pour le même motif, pour autant qu'il ne modifie pas l'enregistrement de son sexe conformément à l'article 62*bis* du Code civil ».

B.3.5. Artikel 136 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 legt als Datum des Inkrafttretens von Artikel 119 den 1. August 2018 fest.

Gemäß Artikel 117 Nr. 9 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 wird das Gesetz vom 15. Mai 1987 insgesamt aufgehoben. Artikel 117 Nr. 9 ist am 31. März 2019 in Kraft getreten (Artikel 118 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 in der Fassung der Änderung durch das Gesetz vom 21. Dezember 2018). Seit diesem Zeitpunkt wird die Änderung des Vornamens aus Transgendergründen in Artikel 370/3 § 4 des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Einfügung durch Artikel 62 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 geregelt. Dieser Paragraph bestimmt:

« Jede Person, die davon überzeugt ist, dass das in ihrer Geburtsurkunde angegebene Geschlecht ihrer innerlich erlebten Geschlechtsidentität nicht entspricht, fügt ihrem Antrag eine diesbezügliche ehrenwörtliche Erklärung bei. Der gewählte Vorname muss dieser Überzeugung entsprechen. Unbeschadet des Absatzes 4 kann eine Vornamensänderung nur einmal aus diesem Grund beantragt werden, außer wenn die Vornamensänderung vom Familiengericht nach einer neuen Änderung der Registrierung des Geschlechts genehmigt worden ist.

Ein nicht für mündig erklärter Minderjähriger kann ab dem Alter von zwölf Jahren die Änderung seines Vornamens aus diesem Grund mit dem Beistand seiner Eltern oder seines gesetzlichen Vertreters beantragen.

Weigern sich diese Personen, dem nicht für mündig erklärten Minderjährigen beizustehen, kann dieser das Familiengericht durch eine von ihm oder seinem Rechtsanwalt

unterzeichnete Antragschrift um die Ermächtigung ersuchen, diese Handlung mit dem Beistand eines Ad-hoc-Vormunds vorzunehmen.

Der nicht für mündig erklärte Minderjährige, dessen Vorname gemäß Absatz 2 geändert worden ist, kann eine Vornamensänderung ein zweites Mal aus demselben Grund beantragen, sofern er nicht die Registrierung seines Geschlechts gemäß Artikel 135/1 des Zivilgesetzbuches ändert ».

B.3.6. Wie in B.3.2 erwähnt wurde, beschränkt das Gesetz vom 18. Juni 2018 sich im Wesentlichen darauf, die angefochtenen Bestimmungen zu verschieben und neu zu nummerieren.

Die durch dieses Gesetz vorgenommenen Änderungen hindern den Gerichtshof nicht daran, sich zu den angefochtenen Bestimmungen zu äußern, die Rechtsfolgen ab dem Zeitpunkt ihres Inkrafttretens am 1. Januar 2018 bis zum 1. August 2018 in Bezug auf Artikel 11 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 und bis zum 31. März 2019 in Bezug auf Artikel 3 desselben Gesetzes gezeigt haben.

Da eine Nichtigklärung der angefochtenen Bestimmungen dazu führen würde, dass die auf ihrer Grundlage getroffenen Entscheidungen angefochten werden können, haben die klagenden Parteien weiterhin ein Interesse an der Nichtigklärung dieser Bestimmungen.

#### *In Bezug auf die Zulässigkeit*

B.4.1. In Bezug auf den zweiten Teil des einzigen Klagegrundes macht der Ministerrat geltend, dass dieser Teil unzulässig sei. Nach Auffassung des Ministerrats verfolgen die klagenden Parteien das Ziel, den Gerichtshof dazu zu verpflichten, die Möglichkeit der Registrierung einer nicht-binären Geschlechtsidentität zugunsten von Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität vorzusehen, und ist dieser Teil nicht gegen das Gesetz vom 25. Juni 2017 gerichtet, sondern gegen die Bestimmungen des Zivilgesetzbuches über die Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde (Artikel 55 und 57 Nr. 1 des Zivilgesetzbuches). Eine solche Klage, die in Wirklichkeit gegen eine frühere Gesetzesnorm gerichtet sei, ist nach Ansicht des Ministerrats nicht rechtzeitig erhoben worden.



B.4.2. Artikel 55 des Zivilgesetzbuches bestimmte vor dessen Ersetzung durch Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 18. Juni 2018, abgeändert durch Artikel 166 des vorerwähnten Gesetzes vom 21. Dezember 2018:

« Eine Geburt wird vor dem örtlichen Standesbeamten binnen fünfzehn Tagen nach dem der Entbindung angemeldet. Ist der letzte Tag dieser Frist ein Samstag, ein Sonntag oder ein gesetzlicher Feiertag, wird die Frist bis zum ersten darauf folgenden Werktag verlängert ».

Artikel 57 Nr. 1 des Zivilgesetzbuches bestimmte vor dessen Ersetzung durch Artikel 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 18. Juni 2018, abgeändert durch Artikel 166 des vorerwähnten Gesetzes vom 21. Dezember 2018:

« In der Geburtsurkunde wird Folgendes vermerkt:

1. der Tag, die Stunde, der Ort der Geburt, das Geschlecht, der Name und die Vornamen des Kindes.

Für Kinder mit nicht eindeutigem Geschlecht kann das Geschlecht des Kindes vom Vater oder von der Mutter oder von beiden Elternteilen binnen drei Monaten unter Vorlage eines ärztlichen Attests angegeben werden ».

B.4.3. Ungeachtet dessen, dass die gesetzliche Verpflichtung zur Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde durch Artikel 55 in Verbindung mit Artikel 57 Nr. 1 des Zivilgesetzbuches eingeführt worden ist, ist in diesen Artikeln weder die Rede von einer obligatorischen binären Registrierung des Geschlechts noch von einer nicht-binären Registrierung des Geschlechts. Dort ist nur vorgesehen, dass das Geschlecht registriert werden muss. Deshalb richtet sich der zweite Teil des einzigen Klagegrundes der klagenden Parteien nicht gegen Artikel 55 in Verbindung mit Artikel 57 Nr. 1 des Zivilgesetzbuches, sondern gegen eine Lücke im angefochtenen Gesetz vom 25. Juni 2017, da Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität darin nicht berücksichtigt werden.

B.4.4. Die Einrede wird abgewiesen.

B.5.1. Der Ministerrat trägt ferner vor, dass die beiden Teile des einzigen Klagegrundes teilweise unzulässig seien, da die klagenden Parteien nur ein einziges Argument entwickelten, nämlich die behauptete Verletzung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung, wobei sie nicht mitteilen würden, in welcher Hinsicht das angefochtene Gesetz das Recht auf

Achtung des Privatlebens und das Selbstbestimmungsrecht in Bezug auf das Verfahren zur Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde und das Verfahren zur Änderung des Vornamens aus Transgendergründen (erster Teil) und das Recht auf ein menschenwürdiges Leben in Bezug auf die mögliche Gesetzeslücke hinsichtlich Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität (zweiter Teil) verletze. Beide Teile seien unzulässig, sofern sie auf einem Verstoß gegen Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention (erster Teil) und gegen die Artikel 22 und 23 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention (zweiter Teil) beruhten.

B.5.2. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Gerichtshof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.5.3. Bezüglich der angeführten Verstöße gegen das Recht auf Achtung des Privatlebens werden in der Antragschrift und in dem von den klagenden Parteien eingereichten Erwidierungsschriftsatz besondere oder spezifische Einwände gegen die Artikel 3 und 11 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 herausgearbeitet, sofern diese angefochtenen Bestimmungen unter Verstoß gegen den Gleichheitsgrundsatz in Verbindung mit dem Selbstbestimmungsrecht im Bereich der Geschlechtsidentität als Teil des Rechts auf Achtung des Privatlebens verabschiedet worden seien.

B.5.4. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes ».

Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jedermann hat Anspruch auf Achtung seines Privat- und Familienlebens, seiner Wohnung und seines Briefverkehrs.

(2) Der Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung dieses Rechts ist nur statthaft, insoweit dieser Eingriff gesetzlich vorgesehen ist und eine Maßnahme darstellt, die in einer demokratischen Gesellschaft für die nationale Sicherheit, die öffentliche Ruhe und Ordnung, das wirtschaftliche Wohl des Landes, die Verteidigung der Ordnung und zur Verhinderung von strafbaren Handlungen, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer notwendig ist ».

Der Verfassungsgeber hat eine möglichst weitgehende Übereinstimmung zwischen Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention angestrebt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 997/5, S. 2).

Die Tragweite dieses Artikels 8 entspricht derjenigen der vorgenannten Verfassungsbestimmung, sodass die durch die beiden Bestimmungen gewährleisteten Garantien eine untrennbare Einheit bilden.

B.5.5. In seiner Entscheidung *A.P., Garçon und Nicot gegen Frankreich* vom 6. April 2017 hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte entschieden:

« 92. La Cour a souligné à de nombreuses reprises que la notion de ‘ vie privée ’ est une notion large, non susceptible d’une définition exhaustive, qui recouvre non seulement l’intégrité physique et morale de l’individu, mais aussi parfois des aspects de l’identité physique et sociale de celui-ci. Des éléments tels que, par exemple, l’identité ou l’identification sexuelle, le nom, l’orientation sexuelle et la vie sexuelle relèvent de la sphère personnelle protégée par l’article 8 de la Convention (voir, notamment, *Van Kück c. Allemagne*, n° 35968/97, § 69, CEDH 2003-VII, *Schlumpf c. Suisse*, n° 29002/06, § 77, 8 janvier 2009, et *Y.Y. c. Turquie*, précitée, § 56, ainsi que les références qui y sont indiquées).

93. La Cour a également souligné que la notion d’autonomie personnelle reflète un principe important qui sous-tend l’interprétation des garanties de l’article 8 de la Convention (voir *Pretty c. Royaume-Uni*, n° 2346/02, § 61, CEDH 2002-III), ce qui l’a conduite à reconnaître, dans le contexte de l’application de cette disposition à la situation des personnes transsexuelles, qu’elle comporte un droit à l’autodétermination (voir, précités, *Van Kück*, § 69, et *Schlumpf*, § 100), dont la liberté de définir son appartenance sexuelle est l’un des éléments les plus essentiels (*Van Kück*, précité, § 73). Elle a de plus indiqué que le droit à l’épanouissement personnel et à l’intégrité physique et morale des personnes transsexuelles est garanti par l’article 8 (voir, notamment, précités, *Van Kück*, § 69, *Schlumpf*, § 100, et *Y.Y. c. Turquie*, § 58).

94. Les arrêts rendus à ce jour par la Cour dans ce domaine portent sur la reconnaissance légale de l’identité sexuelle de personnes transsexuelles ayant subi une opération de

réassignation [...] et sur les conditions de l'accès à une telle opération [...]. On ne saurait toutefois en déduire que la question de la reconnaissance légale de l'identité sexuelle des personnes transgenres qui n'ont pas subi un traitement de réassignation sexuelle agréé par les autorités ou qui ne souhaitent pas subir un tel traitement échappe au champ d'application de l'article 8 de la Convention.

95. Élément de l'identité personnelle, l'identité sexuelle relève pleinement du droit au respect de la vie privée que consacre l'article 8 de la Convention. Cela vaut pour tous les individus ».

In seinem Entscheid *S.V. gegen Italien* vom 11. Oktober 2018 hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte ebenfalls entschieden:

« 57. La Cour souligne que la présente affaire concerne l'impossibilité pour une personne transsexuelle d'obtenir le changement de prénom avant l'aboutissement définitif du processus de transition sexuelle par l'opération de conversion. Il s'agit là d'une problématique pouvant être rencontrée par les personnes transsexuelles différente de celles que la Cour a eu l'occasion d'examiner jusqu'à présent.

58. Il n'en reste pas moins que cette problématique relève pleinement du droit au respect de la vie privée et tombe dès lors sans conteste dans le champ d'application de l'article 8 de la Convention, comme d'ailleurs la Cour l'a plus largement affirmé dans des affaires portant sur le choix ou le changement des noms ou des prénoms de personnes physiques (voir, parmi beaucoup d'autres, *Golemanova c. Bulgarie*, n° 11369/04, § 37, 17 février 2011, et *Henry Kismoun c. France*, n° 32265/10, § 25, 5 décembre 2013) ».

B.5.6. Das Verfahren zur Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde und das Verfahren zur Änderung des Vornamens aus Transgendergründen fallen deshalb in den Anwendungsbereich von Artikel 22 der Verfassung an sich oder in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Da die Selbstbestimmung bei der Registrierung des Geschlechts und bezüglich des Verfahrens zur Änderung des Vornamens zum Recht auf Achtung des Privatlebens im Sinne von Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention gehört und dieses Recht weit auszulegen ist sowie Schutz vor Eingriffen in die Persönlichkeitsrechte bietet, wie das Recht auf physische und moralische Unversehrtheit, das Recht auf einen Namen und Vornamen, und ebenso Aspekte der physischen und sozialen Identität eines Individuums umfasst (EuGHMR, 6. April 2017, *A.P., Garçon und Nicot gegen Frankreich*, § 92), ist die Einrede in Bezug auf Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention unbegründet.

B.5.7. Die klagenden Parteien unterlassen es allerdings, darzulegen, in welcher Hinsicht Artikel 23 der Verfassung verletzt wird, weshalb den in B.5.2 erwähnten Anforderungen nicht entsprochen wurde. Der zweite Teil des einzigen Klagegrundes ist nur in dem Umfang zulässig, in dem darin ein Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention geltend gemacht wird.

### *Zur Hauptsache*

#### *In Bezug auf den ersten Teil des einzigen Klagegrundes*

B.6.1. Der zweite Teil des einzigen Klagegrundes beruht auf einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention durch die angefochtenen Bestimmungen, weil die angefochtenen Bestimmungen ein binäres System vorsähen, weshalb Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität verpflichtet würden, eine Registrierung des Geschlechts in ihrer Geburtsurkunde hinzunehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimme, während Personen mit einer binären Geschlechtsidentität, die nicht mit der Registrierung des Geschlechts in ihrer Geburtsurkunde übereinstimme, diese Registrierung ändern lassen könnten.

B.6.2. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.6.3. Nach Ansicht des Ministerrats sind die betreffenden Kategorien von Personen nicht hinreichend miteinander vergleichbar. Der fragliche Teil beruht auf einer Ungleichbehandlung von Personen mit einer binären Geschlechtsidentität, die nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt, und Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität, die nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt. Wie in B.2.4 erwähnt wurde, geht es in beiden Fällen um Kategorien von Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt, und die folglich miteinander vergleichbar sind.

B.6.4. Der Ungleichbehandlung liegt ein objektives Kriterium zugrunde, nämlich der binäre beziehungsweise nicht-binäre Charakter der Geschlechtsidentität des Betroffenen. Nur Personen, deren Geschlechtsidentität nicht binär ist, müssen eine Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hinnehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimmt. Personen mit einer binären Geschlechtsidentität können die Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hingegen ändern lassen, sodass diese Registrierung ihrer Geschlechtsidentität entspricht.

B.6.5. Der Gesetzgeber möchte mit dem angefochtenen Gesetz « jeder Einzelperson maximale Chancen bieten, sich zu dem zu entfalten, was sie in Wirklichkeit ist, ohne dass übermäßig hohe Anforderungen erfüllt werden müssen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/004, S. 9). « Jede Einzelperson ist einzigartig und jeder - einschließlich Transgenderpersonen - hat ein Recht auf gleiche Rechte » (ebenda, S. 16).

Aus den in B.1.1 und B.1.2 erwähnten Vorarbeiten ergibt sich, dass der Gesetzgeber im Einklang mit den internationalen Entwicklungen im Bereich der Menschenrechte vorhatte, den Grundsatz der Selbstbestimmung als Ausgangspunkt zugrunde zu legen, damit jede Einzelperson die Möglichkeit hat, eine Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde auf der Grundlage der Überzeugung vornehmen zu lassen, dass diese Registrierung nicht mit der innerlich erlebten Geschlechtsidentität des Betroffenen übereinstimmt.

In den Vorarbeiten heißt es ferner:

« Les organisations de transgenres ont elles aussi de plus en plus mis l'accent sur l'identité de genre vécue intimement, que seule la personne concernée est en mesure de juger. La loi doit aussi reconnaître la diversité dans l'identité de genre, de manière à ce que des personnes ne soient pas poussées vers l'un ou l'autre sexe. Dans le même temps, les transgenres doivent pouvoir, à l'instar de toutes les autres personnes, développer une vie de famille normale après l'enregistrement du changement de sexe dans l'acte de naissance. L'exigence de la stérilisation doit certainement disparaître. Enfin, afin de respecter la vie privée des personnes concernées, il faut également éviter les pénibles confrontations au sexe précédemment enregistré visible dans les copies d'actes d'état de l'état civil.

Le ministre explique que, à la lumière de toutes ces constatations, il est clair qu'il est nécessaire et urgent de modifier la législation en matière de transgenres en Belgique.

Le présent projet de loi vise à rencontrer toutes ces préoccupations en introduisant dans le droit belge un système qui est conforme aux droits de l'homme » (*ibid.*, p. 5).

Im Lichte dieser Ziele wendet der Gesetzgeber kein sachdienliches Unterscheidungskriterium an, indem er die Änderung der Registrierung Personen mit einer binären Geschlechtsidentität ermöglicht, jedoch nicht Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität. Für beide Kategorien von Personen muss nämlich aus dem Grundsatz der Selbstbestimmung auf dieselbe Weise hervorgehen, dass bei der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde die innerlich erlebte Geschlechtsidentität berücksichtigt werden kann, und zwar ungeachtet dessen, ob diese binären oder nicht-binären Charakter hat.

B.6.6. Zusätzliche notwendige Änderungen am Rechtssystem, damit die Bedürfnisse von Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität berücksichtigt werden können, rechtfertigen es außerdem nicht, dass diese Personen im Gegensatz zu Personen mit einer binären Geschlechtsidentität verpflichtet werden, eine Registrierung in der Geburtsakte hinzunehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimmt. Wie der Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte entschieden hat, darf von der Gesellschaft billigerweise erwartet werden, dass diese bestimmte Unannehmlichkeiten toleriert, um zuzulassen, dass Personen ein würdiges Leben in Übereinstimmung mit der sexuellen Identität führen können, die sie selbst gewählt haben, eine Wahl, die mit einem großen persönlichen Leid verbunden war (EuGHMR, Große Kammer, 11. Juli 2002, *Christine Goodwin gegen Vereinigtes Königreich*, § 91). Aus den Vorarbeiten ergibt sich ferner, dass die Bezugnahme auf das Geschlecht wahrscheinlich in Zukunft überhaupt nicht mehr in den Rechtsvorschriften auftauchen wird (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/004, S. 17).

Der Umstand, dass die Verfassung in den Artikeln 10 Absatz 3 und 11*bis* der Gleichheit zwischen Frauen und Männern besondere Bedeutung beimisst, führt schließlich nicht dazu, dass die Kategorien von Mann beziehungsweise Frau als Ausgangspunkt der belgischen verfassungsgemäßen Ordnung angesehen werden können, und verhindert ebenso wenig, dass Maßnahmen ergriffen werden, die zum Ziel haben, die Ungleichbehandlung auf der Grundlage einer nicht-binären Geschlechtsidentität zu bekämpfen.

Im Lichte dieser Erwägungen ist es sachlich ungerechtfertigt, dass Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität im Gegensatz zu Personen mit einer binären Geschlechtsidentität verpflichtet werden, eine Registrierung in ihrer Geburtsurkunde hinzunehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimmt.

Folglich enthält das angefochtene Gesetz aufgrund der Beschränkung der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde auf eine binäre Wahl eine Lücke, die den Gleichheitsgrundsatz in Verbindung mit dem Recht auf Selbstbestimmung verletzt.

B.6.7. Der Klagegrund ist in seinem zweiten Teil begründet.

Artikel 3 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 ist für nichtig zu erklären, sofern er keine Möglichkeit für Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität vorsieht, die Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde an ihre Geschlechtsidentität anzupassen, während diese Möglichkeit für Personen mit einer binären Geschlechtsidentität besteht.

B.7.1. Die festgestellte Verfassungswidrigkeit bezieht sich nicht auf den Wortlaut selbst von Artikel 3 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 in dem Umfang, in dem diese Bestimmung die Möglichkeit vorsieht, die Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde auf der Grundlage einer binären Geschlechtsidentität zu ändern, sondern auf das Fehlen einer vergleichbaren gesetzlichen Möglichkeit, die Registrierung auf der Grundlage einer nicht-binären Geschlechtsidentität zu ändern. Die festgestellte Verfassungswidrigkeit lässt folglich die Situation von Personen unberührt, die die Registrierung des Geschlechts in ihrer Geburtsurkunde auf der Grundlage von Artikel 62*bis* des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Ersetzung durch die angefochtene Bestimmung haben anpassen lassen.



B.7.2. Wie in B.3.1 und B.3.2 erwähnt wurde, wurde Artikel 62*bis* des Zivilgesetzbuches durch Artikel 12 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 aufgehoben. Diese Bestimmung fügt einen Artikel 135/1 in das Zivilgesetzbuch ein, der jedoch nahezu identisch ist mit dem aufgehobenen Artikel 62*bis*. Dies beinhaltet, dass Personen mit einer binären Geschlechtsidentität, die nicht mit der Registrierung des Geschlechts in ihrer Geburtsurkunde übereinstimmt, auch seit dem Inkrafttreten von Artikel 135/1 des Zivilgesetzbuches am 31. März 2019 eine Änderung dieser Registrierung in Anspruch nehmen können.

B.7.3. Wenn die Feststellung einer Lücke in einer ausreichend präzisen und vollständigen Formulierung ausgedrückt ist, die es ermöglicht, die fragliche Bestimmung unter Einhaltung der Referenznormen, aufgrund derer der Gerichtshof seine Prüfungsbefugnis ausübt, anzuwenden, gibt der Gerichtshof an, dass es der zuständigen Behörde oder gegebenenfalls dem Richter obliegt, die Verletzung dieser Normen zu beenden.

Dies trifft im vorliegenden Fall nicht zu. Der Gerichtshof kann die in B.7.1 angeführte Feststellung einer Lücke nämlich nicht näher konkretisieren, da er nicht über einen Beurteilungsspielraum verfügt, der dem des Gesetzgebers entspricht. Es gibt nämlich verschiedene Möglichkeiten, für diese Verfassungswidrigkeit Abhilfe zu schaffen, unter anderem die Schaffung einer oder mehrerer zusätzlicher Kategorien, die es sowohl bei der Geburt als auch nachträglich erlauben, bei allen Personen das Geschlecht und die Geschlechtsidentität zu berücksichtigen, aber auch die Möglichkeit, die Registrierung des Geschlechts oder der Geschlechtsidentität als Element des Personenstandes zu streichen. Es obliegt ausschließlich dem Gesetzgeber, unter Beachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung eine Regelung zu verabschieden, durch die die festgestellte Verfassungswidrigkeit beendet wird.

*In Bezug auf den ersten Teil des einzigen Klagegrunds*

B.8.1. Der erste Teil des einzigen Klagegrundes beruht auf einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention durch die Artikel 3 und 11 des Gesetzes vom 25. Juni 2017, weil die angefochtenen Bestimmungen vorsähen, dass das Verfahren zur Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde grundsätzlich unwiderruflich sei und

dass die Änderung des Vornamens aus Transgendergründen nur einmal beantragt werden könne, während der Gesetzgeber selbst behauptete, von gleichen Rechten und der grundlegenden Selbstbestimmung im Bereich der Geschlechtsidentität für alle Personen auszugehen. Hierdurch müssten Personen mit einer fließenden Geschlechtsidentität, deren Geschlechtsidentität sich nach der ersten Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde weiterentwickle, eine Registrierung hinnehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimme, während Personen mit einer nicht-fließenden binären Geschlechtsidentität nicht verpflichtet würden, eine Registrierung hinzunehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimme.

B.8.2. Nach Ansicht des Ministerrats sind die betreffenden Kategorien von Personen nicht hinreichend miteinander vergleichbar. Der fragliche Teil beruht auf einer Ungleichbehandlung von Personen mit einer fließenden Geschlechtsidentität, die nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt, und Personen mit einer nicht-fließenden Geschlechtsidentität, die nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt. Wie in B.2.4 erwähnt wurde, geht es in beiden Fällen um Kategorien von Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt, und die folglich miteinander vergleichbar sind.

B.8.3. Wie in B.6.5 erwähnt wurde, war sich der Gesetzgeber der Vielfalt bezüglich der Geschlechtsidentität bewusst. Die Entscheidung, die Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde dennoch grundsätzlich unwiderruflich zu gestalten, beruht auf verschiedenen Zielsetzungen. Der Gesetzgeber wollte Betrug verhindern, sicherstellen, dass der Betroffene über alle Folgen einer Änderung der Registrierung des Geschlechts ausreichend informiert ist, und das Prinzip der Unverfügbarkeit des Personenstandes wahren:

« Sur base d'une analyse du droit comparé, il ressort que lorsqu'une procédure souple de changement de l'enregistrement du sexe est organisée, un régime lourd de retour au sexe initial est prévu, pour prévenir et éviter les cas de fraude où une personne pourrait changer l'enregistrement du sexe constamment. Il s'agit en effet d'une question d'état des personnes qui est, en principe, indisponible.

Si la procédure de retour au sexe initial était aisée, personne n'irait collecter sérieusement les informations requises par la loi étant donné qu'ils pourraient ne pas hésiter à changer l'enregistrement du sexe à nouveau. Ce n'est pas l'intention du législateur. Les personnes qui

souhaitent changer de sexe doivent s'être correctement informées à ce sujet et y avoir sérieusement réfléchi.

Le juge ne peut autoriser un nouveau changement de l'enregistrement du sexe dans l'acte de naissance que dans la mesure où l'intéressé apporte la preuve de l'existence de circonstances exceptionnelles.

Chaque nouveau changement de l'enregistrement du sexe, en d'autres termes, tout changement de sexe après qu'il y ait eu une fois changement de sexe via la procédure normale, se déroule via la procédure devant le tribunal de la famille.

En ce qui concerne l'existence de circonstances exceptionnelles, l'intéressé peut démontrer, par exemple, qu'il est victime de transphobie, notamment parce qu'il ne supporte plus la réaction de la société depuis son changement de l'enregistrement du sexe. Il peut aussi invoquer l'erreur comme circonstance exceptionnelle. Il est en effet concevable que celui-ci se sente moins heureux depuis son opération qu'avant la transition et par conséquent que son bien-être se soit détérioré.

Si la preuve est établie, le tribunal de la famille déclare que le changement de l'enregistrement du sexe cessera de produire ses effets à partir de la transcription du dispositif de la décision de nouveau changement de l'enregistrement du sexe dans les registres de l'état civil. Dès ce moment, l'intéressé est donc à nouveau considéré comme étant du sexe d'origine enregistré sur son acte de naissance. De même, les règles en matière de filiation applicables au sexe initialement enregistré sont à nouveau d'application aux enfants nés après ce nouveau changement de sexe » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2403/001, pp. 22-23).

B.8.4. Wie in B.1.3 erwähnt wurde, werden Personen, die eine Meldung von der Überzeugung machen, dass ihre innerlich erlebte Geschlechtsidentität nicht mit dem in ihrer Geburtsurkunde vermerkten Geschlecht übereinstimmt, durch den Standesbeamten auf die administrativen und juristischen Folgen der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hingewiesen und werden ihnen eine Informationsbroschüre und die Kontaktinformationen von Organisationen für Transgender zur Verfügung gestellt. Die Änderung kann außerdem nur nach einer obligatorischen Bedenkzeit von mindestens drei Monaten erfolgen. Während dieser drei Monate kann der Prokurator des Königs eine negative Stellungnahme aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung abgeben. Der Prokurator des Königs kann die Nichtigkeit einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde aufgrund eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung auch nach der Änderung beantragen.

Es ist nicht ersichtlich, weshalb diese Maßnahmen bei einer etwaigen späteren Änderung nicht mehr zur Verhinderung von Betrug ausreichen sollten, dies gilt umso mehr, als sowohl dem Standesbeamten als auch dem Prokurator des Königs im letztgenannten Fall der Umstand

bekannt ist, dass es um eine zusätzliche Änderung geht. Der grundsätzlich unwiderrufliche Charakter der Änderung ist im Lichte des Ziels der Verhinderung von Betrug sachlich ungerechtfertigt.

B.8.5. Die erste Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde ist mit erheblichen Informationsverpflichtungen, einer obligatorischen Bedenkzeit und einer Kontrollmöglichkeit des Prokurators des Königs im Falle eines Verstoßes gegen die öffentliche Ordnung verbunden. Der grundsätzlich unwiderrufliche Charakter der Änderung steht folglich ebenso wenig in einem angemessenen Verhältnis zu dem Ziel, etwaigen überstürzten Änderungen, die trotz dieser Verpflichtungen vorkommen könnten, entgegenzuwirken.

B.8.6. Bezüglich der Unverfügbarkeit des Personenstandes hat der Gesetzgeber diese Unverfügbarkeit mit dem angefochtenen Gesetz gemildert, um Personen, deren Geschlechtsidentität nicht mit der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde übereinstimmt, die Möglichkeit zu geben, diese Registrierung zu ändern, und so « jeder Einzelperson maximale Chancen [zu] bieten, sich zu dem zu entfalten, was sie in Wirklichkeit ist, ohne dass übermäßig hohe Anforderungen erfüllt werden müssen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2403/004, S. 9). Im Lichte dieses Ziels ist es sachlich ungerechtfertigt, die Unverfügbarkeit des Personenstandes gegenüber Personen mit einer nicht-fließenden binären Geschlechtsidentität zu mildern, jedoch gegenüber Personen mit einer fließenden Geschlechtsidentität aufrechtzuerhalten.

B.8.7. Die Möglichkeit, über ein besonderes Verfahren vor dem Familiengericht dennoch eine zusätzliche Änderung der Registrierung zu erwirken, gleicht die oben festgestellten Mängel nicht aus. Wie bereits in B.8.4 bis B.8.6 erwähnt wurde, rechtfertigen weder die Notwendigkeit der Betrugsverhinderung noch die Unverfügbarkeit des Personenstandes, dass dieses Verfahren erheblich komplexer ist als das Verfahren im Falle einer ersten Änderung. Das Verfahren vor dem Familiengericht ist außerdem auf außergewöhnliche Umstände beschränkt, wobei das Bedürfnis nach mehreren Änderungen bei Personen mit einer fließenden Geschlechtsidentität nicht notwendigerweise einen außergewöhnlichen Umstand darstellt. Indem schließlich die spätere Änderung durch das Familiengericht auf den Fall der Rückkehr zu dem ursprünglich in der Geburtsurkunde registrierten Geschlecht beschränkt wird, erlaubt dieses Verfahren es nicht, dass eine Person mit einer fließenden

Geschlechtsidentität mehr als zweimal in den Genuss einer Änderung der Registrierung kommen kann.

B.8.8. Im Lichte dieser Erwägungen ist es sachlich ungerechtfertigt, dass Personen mit einer fließenden Geschlechtsidentität im Gegensatz zu Personen mit einer nicht-fließenden binären Geschlechtsidentität verpflichtet werden, eine Registrierung hinzunehmen, die nicht mit ihrer Geschlechtsidentität übereinstimmt, und einem besonderen Verfahren vor dem Familiengericht unterworfen werden, wenn sie die Registrierung des Geschlechts in ihrer Geburtsurkunde mehr als einmal ändern wollen.

B.8.9. Der erste Teil des einzigen Klagegrundes ist begründet, sofern er sich auf Artikel 3 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 bezieht.

B.8.10. In Artikel 62*bis* § 3 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Ersetzung durch Artikel 3 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 sind die Worte « weist den Betreffenden auf die - im Prinzip - Unwiderruflichkeit der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hin » für nichtig zu erklären.

Artikel 62*bis* § 5 Absatz 2 Nr. 3 und § 10 des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Ersetzung durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes ist ebenfalls für nichtig zu erklären.

In dem Zusammenhang sind in Artikel 11 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 auch die Worte « wenn die Vornamensänderung vom Familiengericht [...] genehmigt worden ist » für nichtig zu erklären. Diese Nichtigerklärung erlaubt es, den Vornamen aufgrund einer erneuten Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde erneut zu ändern.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

1. erklärt Artikel 3 des Gesetzes vom 25. Juni 2017 « zur Reform von Regelungen in Bezug auf Transgender hinsichtlich des Vermerks einer Änderung der Registrierung des Geschlechts in den Personenstandsunterlagen und der Folgen daraus » für nichtig, sofern er keine Möglichkeit für Personen mit einer nicht-binären Geschlechtsidentität vorsieht, die Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde entsprechend ihrer Geschlechtsidentität zu ändern;

2. - erklärt die Worte « weist den Betreffenden auf die - im Prinzip - Unwiderruflichkeit der Änderung der Registrierung des Geschlechts in der Geburtsurkunde hin » in Artikel 62*bis* § 3 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Ersetzung durch Artikel 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 25. Juni 2017 für nichtig;

- erklärt Artikel 62*bis* § 5 Absatz 2 Nr. 3 und § 10 des Zivilgesetzbuches in der Fassung der Ersetzung durch Artikel 3 des vorerwähnten Gesetzes vom 25. Juni 2017 für nichtig;

- erklärt die Worte « wenn die Vornamensänderung vom Familiengericht [...] genehmigt worden ist » in Artikel 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 15. Mai 1987 « über die Namen und Vornamen » in der Fassung der Ersetzung durch Artikel 11 des vorerwähnten Gesetzes vom 25. Juni 2017 für nichtig.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Juni 2019.

Der Kanzler,

Der Präsident,

F. Meersschant

A. Alen